

**EXTRAIT DU REGISTRE  
DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL  
DE LA COMMUNE DE RODEREN  
SÉANCE DU 13 MARS 2025**

**Vu** le Code général des collectivités territoriales,

L'an deux mil vingt-cinq, le treize mars à vingt heures, le Conseil Municipal de cette commune, régulièrement convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, dans le lieu habituel de ses séances, sous la présidence de Monsieur Christophe KIPPELEN, Maire.

Date de la convocation :

**04 mars 2025**

Date d'affichage :

**05 mars 2025**

**Présents : Mmes et MM.**

Éric SOENEN, Béatrice TESTUD, Emmanuelle RUFF, Marc WILLEMANN, Jocelyne SOURD, Lucile ZUSSY, Anatole FUCHS, Régis MAÎTRE, Fanny WEIGEL, Marion FUCHS, Stéphanie HALLER.

**Nombre de membres : 15**

**En exercice : 15**

**Suffrages exprimés : 14**

**Votes Pour : 14**

**Votes Contre : 0**

**Abstentions : 0**

**Excusé(s) :**

Anne-Marie TSCHIRHART

Éric HUMBERT

Jean-Sébastien INEICH

**Procuration(s) :**

Emmanuelle RUFF

Christophe KIPPELEN

**DEL20250313\_006**

**Objet de la délibération : Mise en œuvre de la télétransmission et des gestionnaires de certificats RGS**

La commune souhaite mettre en place une procédure dématérialisée pour les échanges dans le cadre du contrôle de légalité exercé par l'Etat.

La Préfecture nous propose une convention gratuite de télétransmission qui nous permettra de leur adresser les délibérations, arrêtés, décisions et documents budgétaires, obligatoire à partir de 2026, et soumis au contrôle de légalité.

Notre logiciel de gestion des actes administratifs nous permet de préparer des documents prêts à être télétransmis, il nous faut également choisir, pour le bon fonctionnement de cette procédure un tiers de télétransmission. Une consultation des opérateurs a été menée et au vu des devis reçus et des prestations proposées, il apparaît que le dispositif ADULLACT, proposé par la société Cosoluce, notre prestataire de logiciel est le mieux adapté.

Le coût de la prestation ADULLACT S<sup>2</sup>LOW est de 600 € HT, comprenant le certificat RGS2\*\* et sa livraison sécurisée.

La télétransmission des actes nécessite de signer une convention entre la collectivité et le représentant de l'État.

Vu la loi n° 2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales ;

Vu le décret n° 2005-324 du 7 avril 2005 relatif à la transmission par voie électronique des actes des collectivités territoriales soumis au contrôle de légalité et modifiant la partie réglementaire du code général des collectivités territoriales ;

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L 2131-1 et L 2131-2 ;

Considérant que la commune souhaite s'engager dans la dématérialisation de la transmission de ses actes soumis au contrôle de légalité à la préfecture ;

Considérant que, après une consultation, la société ADULLACT S<sup>2</sup>LOW a été retenue pour être le tiers de télétransmission ;

**Le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents et représentés, après en avoir délibéré :**

**- décide de procéder à la télétransmission des actes soumis au contrôle de légalité ;**

- **donne son accord pour que le maire signe le contrat de souscription entre la commune et ADULLACT S<sup>2</sup>LOW ;**
- **donne son accord pour que le maire signe la convention de mise en œuvre de la télétransmission des actes soumis au contrôle de légalité avec la Préfecture du Haut-Rhin ;**

Roderen, le 18/03/2025

Le Maire, Christophe KIPPELEN

Emmanuelle RUFF, Secrétaire de séance

Acte rendu exécutoire après dépôt en Sous-Préfecture le 20/03/2025  
et publication ou notification du 20/03/2025